



Built to Lead

Pour publication immédiate : 13/1/2016

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

LE GOUVERNEUR CUOMO PRESENTE SON PROGRAMME 2016 : DES PROPOSITIONS SIGNATURES ASSURANT QUE L'ETAT DE NEW YORK EST – ET CONTINUERA D'ÊTRE – CONSTRUIT POUR CONDUIRE

Dans son 6ème Discours de l'Etat de l'Etat, le Gouverneur Cuomo a exposé un programme transformateur pour l'Etat de New York qui capitalise sur 5 ans de progrès et oriente les efforts pour rehausser la barre concernant les questions urgentes et les domaines d'opportunité

Le Budget Exécutif du Gouverneur poursuit une discipline financière record tout en réalisant des investissements considérables dans les infrastructures, le logement abordable et l'itinérance, et le financement de l'éducation

Une politique de congés payés familiaux la plus robuste de la nation ; le premier salaire minimum de 15 \$ de la nation ; la suppression des centrales au charbon d'ici 2020 ; un ensemble complet de mesures en matière d'éthique ; et un engagement à accroître les dépistages du cancer du sein de 10 pour cent font partie du programme 2016 du Gouverneur

Aujourd'hui, le Gouverneur Andrew M. Cuomo a prononcé son Discours de l'Etat de l'Etat 2016 et son Discours sur le Budget Exécutif au Palais des Congrès Empire State Plaza à Albany. Le thème du programme du Gouverneur pour cette année est Construit pour Conduire (Built to Lead), en reconnaissance de l'héritage de l'Etat de New York comme porte-étendard dans toute l'histoire des Etats-Unis, des progrès importants réalisés dans l'Etat au cours des cinq dernières années, et de la capacité inhérente de l'Etat de New York à conduire la nation en relevant certains des défis les plus urgents d'aujourd'hui.

« En cinq ans, nous avons beaucoup accompli pour l'Etat de New York. Cependant, avec tout ce que nous avons fait, nous ne sommes pas à l'abri des problèmes affligeant notre nation. Des infrastructures délabrées au changement climatique en passant par l'écart croissant entre les nantis et les autres, nous rencontrons aussi des difficultés importantes. Je sais que l'Etat de New York peut surmonter ces problèmes, parce que nous l'avons déjà fait », **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** « Nous avons prouvé notre capacité à affronter les défis les plus difficiles du jour, et fait ce qui était avant rejeté comme impossible. Ensemble, nous construirons un Etat de New York encore plus intelligent, plus fort et plus juste que jamais auparavant – et nous montrerons à la nation la voie à suivre une fois de plus. »

Le livret de la politique du Gouverneur pour 2016 dans son intégralité est disponible [ici](#). Un grand nombre de ses propositions signatures pour 2016 sont décrites ci-dessous.

POUR SUIVRE LA DISCIPLINE FINANCIERE & L'EFFICACITE DU GOUVERNEMENT

Maintenir les dépenses de l'Etat en dessous de deux pour cent

Le Budget Exécutif poursuivra l'approche disciplinée en matière financière qui a défini les cinq premiers budgets du Gouverneur. Pour la sixième fois, le Budget limite à nouveau la croissance annuelle du Fonds de fonctionnement de l'Etat à 1,7 pour cent.

300 millions de dollars pour les réductions fiscales des petites entreprises

Les petites entreprises sont les piliers de l'économie de l'Etat, comptant pour 43 pour cent de l'ensemble des emplois du secteur privé dans l'Etat de New York. Au cours des cinq dernières années, le Gouverneur Cuomo a travaillé sans relâche pour renforcer la compétitivité des petites entreprises en abaissant leur fardeau fiscal. Depuis sa prise de fonctions en 2011, il a fait avancer une série de réductions qui feront économiser aux petites entreprises de l'ensemble de l'Etat 3,8 milliards de dollars d'ici 2021.

Afin de poursuivre la croissance du secteur des petites entreprises et contribuer davantage au développement de l'économie de l'Etat de New York, le Gouverneur Cuomo propose des réductions fiscales pour les petites entreprises qui paient via l'impôt sur les sociétés et celles qui paient via l'impôt sur le revenu personnel. Environ 1 091 000 petites entreprises à l'échelle de l'Etat bénéficieront de cette proposition. Pour plus d'informations, cliquer [ici](#).

Encourager la consolidation municipale

Le Gouverneur a proposé une consolidation municipale et un concours d'efficacité visant à récompenser les administrations locales qui prennent de réelles mesures pour rendre les conditions de vie et de travail dans l'Etat de New York plus abordables. Le concours met les comtés, villes et villages au défi d'élaborer des plans d'action de consolidation novateurs permettant d'importantes réductions permanentes des impôts fonciers. Le partenariat de consolidation qui propose et peut mettre en place la plus grande réduction permanente des impôts fonciers recevra une subvention de 20 millions de dollars. Pour plus d'informations, cliquer [ici](#).

Continuer d'effectuer des investissements réussis

La discipline financière continue permet à l'Etat de New York d'investir dans des stratégies éprouvées pour diversifier et développer les économies régionales et créer des communautés plus fortes dans l'ensemble de l'Etat. Afin de capitaliser sur la réussite des initiatives des conseils régionaux et de la revitalisation du Nord de l'Etat (Upstate Revitalization Initiative)(URI), le Gouverneur a proposé de poursuivre cette approche de développement économique régionale avec 950 millions de dollars au budget de l'Etat 2016-2017 pour soutenir un sixième tour de subventions des conseils régionaux et prix URI. Le tour VI de l'initiative des conseils régionaux comprendra 750

millions de dollars qui seront répartis de manière compétitive entre les dix régions de l'Etat, et 200 millions de dollars qui permettront de financer les principaux projets des lauréats des prix URI de l'an dernier.

De plus, le Gouverneur propose d'augmenter le budget de la campagne I LOVE NY de 10 pour cent afin de continuer à développer l'important secteur du tourisme de l'Etat de New York – qui a été responsable de plus de 883 000 emplois et d'un impact économique de 100 milliards de dollars en 2015.

Continuer l'aide Medicaid pour les administrations locales

L'Etat a éliminé la croissance de la part locale de Medicaid, faisant économiser aux comtés 800 millions de dollars sur cinq ans (années fiscales 2015-2019). Pour l'année fiscale 2015 et au-delà, le coût de Medicaid pour les comtés soumis au plafond des impôts fonciers n'augmentera pas – toute croissance du programme Medicaid pour ces comtés étant absorbée par l'Etat. L'Etat assume également les responsabilités administratives Medicaid pour les comtés. Cela aura pour conséquence de plus grandes efficacités et permettra de réaliser les réformes de santé fédérales et de l'Etat.

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES CONSTRUIT POUR CONDUIRE

Afin de rester compétitif, de promouvoir le développement économique, et créer des emplois, l'Etat de New York doit continuer de reconstruire et moderniser ses routes, ponts, réseaux de large bande, bâtiments publics, et autres infrastructures essentielles dans l'ensemble de l'Etat. Depuis sa prise de fonctions, le Gouverneur Cuomo a investi plus de 54 milliards de dollars dans des projets d'infrastructures dans l'ensemble de l'Etat de New York et réinventé l'approche de l'Etat envers le développement économique. De plus, le Gouverneur a aidé à lancer des projets attendus et dans l'impasse depuis longtemps, tels que le remplacement du Pont Tappan Zee, le redéveloppement des aéroports LaGuardia et JFK, et le projet de tunnel Gateway entre les Etats de New York et du New Jersey.

Le Gouverneur poursuit ces progrès cette année, avec de nombreux projets majeurs pour construire, reconstruire et revitaliser les infrastructures de l'ensemble de l'Etat. Ces projets comprennent, entre autres, les propositions suivantes :

- **Transports de Long Island** : Transformer et développer les infrastructures essentielles du Sud de l'Etat et réaliser des investissements essentiels dans la région Sud de l'Etat. Plus particulièrement, la proposition comprend principalement un grand projet d'agrandissement et d'amélioration du réseau ferroviaire LIRR (Long Island Rail Road) entre Floral Park et Hicksville.
- **Infrastructures d'eau** : Investir 250 millions de dollars en soutien aux projets d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées dans l'ensemble de l'Etat, principalement dans les communautés du Nord de l'Etat.
- **Autorité Thruway** : Investir 700 millions de dollars dans l'infrastructure Thruway, en plus de l'engagement de l'an dernier de 1,285 milliard de dollars. Grâce à cet investissement, l'autoroute Thruway sera en mesure de geler le taux des péages pour tous les automobilistes jusqu'en 2020 au moins.

- **Routes et ponts** : Lancer un programme d'immobilisations sur plusieurs années de 22 milliards de dollars pour moderniser les routes, ponts essentiels et d'autres infrastructures de transport vitales dans l'ensemble de l'Etat, en particulier dans le Nord de l'Etat.
- **Penn Station** : Transformer Penn Station et le bureau de poste historique Farley en un carrefour de transport de classe mondiale, pour un coût prévu de 3 milliards de dollars.
- **Haut débit** : Développer et améliorer considérablement l'accès à l'Internet haut débit dans les communautés de l'ensemble de l'État.
- **Palais des Congrès Javits** : Redévelopper le Palais des Congrès Jacob K. Javits pour stimuler l'économie régionale, pour un coût prévu de 1 milliard de dollars.
- **MTA** : Moderniser et transformer fondamentalement l'Autorité des transports métropolitains (Metropolitan Transportation Authority), en améliorant considérablement l'expérience des voyageurs pour les millions de New Yorkais et de visiteurs de la région métropolitaine.
- **Aéroports du Nord de l'Etat** : Lancer un concours de 200 millions de dollars pour revitaliser les aéroports du Nord de l'État. La proposition vise à améliorer les aéroports dans le Nord de l'État de New York et promouvoir de nouvelles opportunités pour le développement économique régional et les partenariats entre les secteurs public et privé.

Des informations complémentaires sur ces propositions d'infrastructures sont disponibles dans le livret de politique 2016 du Gouverneur [ici](#). Une répartition des coûts pour les infrastructures majeures est disponible [ici](#).

SOUTENIR LES ECOLES ET INVESTIR DANS L'EDUCATION

L'an dernier, l'Etat de New York a adopté un budget qui a augmenté le financement des districts scolaires publics à 23,5 milliards de dollars – le plus haut niveau dans l'histoire de l'Etat. Cet argent a soutenu près de 700 districts scolaires, et 2,8 millions d'élèves des classes de maternelle jusqu'à la terminale. L'Etat de New York dépense actuellement plus par élève que les autres Etats de la nation, à une moyenne de 19 818 \$, presque le double de la moyenne nationale de 10 700 \$.

Cette année, le Gouverneur propose à nouveau d'augmenter sensiblement l'investissement de l'Etat dans les écoles publiques. Son Budget Exécutif accroît l'aide scolaire de 2,1 milliards de dollars au cours des deux prochaines années scolaires, notamment une augmentation de 991 millions de dollars (4,3 pour cent) pour l'année scolaire 2016-2017. Cela portera l'aide totale à 24,2 milliards de dollars pour l'année scolaire 2017. La proposition du Gouverneur offrira des augmentations de l'aide au fonctionnement de chaque district scolaire de l'Etat, et fera passer le soutien à l'éducation à nouveau à des niveaux records.

Etendre NYSUNY 2020 et NYCUNY 2020

En 2011, le Gouverneur Cuomo a créé le programme NYSUNY 2020 et NYCUNY 2020

pour maintenir les frais de scolarité à des niveaux bas et prévisibles tout en offrant 470 millions de dollars de ressources supplémentaires aux facultés et universités publiques de l'Etat de New York. NYSUNY 2020 et NYCUNY 2020 ont remédié à des frais de scolarité en dents de scie imprévisibles qui empêchaient les étudiants et leurs familles de pouvoir planifier les coûts complets de leur éducation et ont mis fin à des jours d'augmentation drastique des frais de scolarité supérieure à 45 pour cent. Après cinq ans de frais de scolarité prévisibles, les tarifs des universités publiques sur quatre ans de l'Etat de New York pour les résidents restent les plus bas du Nord-Est et dans le quartile le plus bas au niveau national.

En plus d'offrir aux étudiants et à leurs familles des augmentations des frais de scolarité prévisibles, depuis 2011, ce programme a également offert 470 millions de dollars de subvention de contrepartie au-travers d'Empire State Development pour le programme de subvention du défi NYSUNY 2020 et NYCUNY 2020 public-privé qui relie le système d'enseignement supérieur au développement économique. Le programme récompense des plans de développement économique à long terme, personnalisés, du bas vers le haut, sur les campus SUNY et CUNY, qui comprennent des partenariats publics-privés bénéficiant aux campus et aux communautés environnantes. Les projets doivent démontrer un impact mesurable sur l'expérience académique des étudiants et un impact économique durable au-travers du développement de main d'oeuvre et d'activités de recherche qui ont le potentiel de mener à la commercialisation.

Pour maintenir des frais de scolarité bas et prévisibles et injecter des fonds dans nos réseaux SUNY et CUNY, le Gouverneur propose d'étendre la législation 2011 pour encore cinq ans. Dans le cadre de cette proposition de frais de scolarité rationnelle, les réseaux SUNY et CUNY pourront augmenter les frais de scolarité jusqu'à 300 \$ par an, pourvu qu'ils puissent démontrer des efforts considérables pour réduire les dépenses et que les augmentations soient liées à des indices d'inflation appropriés. Les revenus supplémentaires générés par les augmentations des frais de scolarité devront être mis dans un coffre-fort pour soutenir les professeurs, améliorer l'enseignement, et offrir des crédits de frais de scolarité aux étudiants éligibles à TAP. Une augmentation annuelle des frais de scolarité de 300 \$ génèrerait 89 millions de dollars chaque année pour SUNY et 51 millions de dollars pour CUNY. Ce programme continuera d'offrir 110 millions de dollars de subvention de contrepartie au-travers d'Empire State Development pour le programme de subvention du défi NYSUNY 2020 et NYCUNY 2020 et sera associé à une augmentation prévue supplémentaire de 400 millions de dollars de financement de l'Etat au cours des cinq prochaines années.

Mettre fin à l'ajustement de l'élimination de l'écart (Gap Elimination Adjustment)(GEA)

La proposition du Gouverneur Cuomo d'augmenter l'aide scolaire de 2,1 milliards de dollars permettra à l'Etat d'éliminer l'encours d'ajustement d'élimination de l'écart de 434 millions de dollars sur deux ans, et d'offrir une augmentation de fonctionnement à chaque district scolaire de l'Etat. Le GEA a été adopté au départ en 2009 afin de lutter contre la grande récession financière mondiale. Sous la direction du Gouverneur Cuomo, l'Etat a travaillé avec diligence pour rétablir le GEA pour chaque district scolaire

concerné. Le Gouverneur propose qu'au cours des deux prochaines années, le GEA soit entièrement éliminé une fois pour toutes. Ce plan sur deux ans pour éliminer le GEA permet aux districts scolaires d'avoir un flux de revenu prévisible pour améliorer la planification financière à long terme et soutenir des pratiques budgétaires responsables.

Etablir un fonds pour les écoles communautaires de 100 millions de dollars

Le Gouverneur investira 100 millions de dollars pour soutenir la transformation des écoles défaillantes et d'autres écoles aux besoins élevés en écoles communautaires, pour que les questions de pauvreté puissent être traitées en collaboration avec les communautés, afin d'assurer que chaque élève est préparé, en sécurité, en bonne santé et prêt à apprendre. Cet investissement est essentiel pour offrir rapidement aux élèves des possibilités de construire un avenir positif et de rompre avec la tendance de taux de criminalité plus élevés parmi les jeunes sous-desservis.

Etendre le contrôle du Maire dans la Ville de New York

La Ville de New York a un contrôle du Maire sur son système scolaire public depuis 2002 ; cette autorité devrait actuellement expirer en 2016. Le Gouverneur Cuomo soutient une extension de trois ans du contrôle du Maire de la Ville de New York cette année. De plus, le Gouverneur Cuomo encourage les maires d'autres villes de l'Etat d'examiner si le contrôle du Maire sur les écoles aiderait à soutenir et améliorer la réussite scolaire des élèves.

Développer la maternelle pour les enfants âgés de trois ans

Il y a actuellement près de 120 000 élèves inscrits dans des programmes de maternelle dans l'Etat, dont un grand nombre pour la journée entière. Le Gouverneur a investi 30 millions de dollars supplémentaires l'an dernier pour soutenir la maternelle pour 3 000 autres enfants âgés de trois et quatre ans dans les districts aux besoins élevés. Le Gouverneur propose un investissement supplémentaire de 22 millions de dollars dans la maternelle pour les enfants âgés de trois ans qui soutiendra l'offre d'une éducation de la petite enfance à 2 000 – 2 500 autres élèves âgés de trois ans et assurera que ces enfants auront un accès précoce à un enseignement de grande qualité durant les années du développement crucial du cerveau et du langage, avec des occasions de développer la confiance et des compétences sociales au-travers d'activités et de jeux et le Gouverneur propose un investissement supplémentaire de 2 millions de dollars pour assurer que les programmes de maternelle seront de grande qualité.

Restaurer la confiance dans l'éducation : Le Groupe de travail sur le tronc commun

En réponse à la confusion et au chaos liés à la mise en oeuvre passée du tronc commun, le Gouverneur Cuomo a désigné un Groupe de travail de 15 membres pour examiner les normes d'Etat, les programmes et les évaluations. En décembre 2015, le Groupe de travail a émis un rapport de plus de 50 pages et 21 recommandations basées sur les avis reçus des parents, professeurs, élèves, et d'autres experts de l'éducation, lors de 12 réunions de participation du public, ainsi que sur plus de 2 000 commentaires et conversations avec les parties prenantes. Après un examen minutieux, le Gouverneur a accepté toutes les 21 recommandations du rapport du

Groupe de travail sur le tronc commun.

Le Groupe de travail a proposé des réformes considérables, notamment de réduire les tests, d'accroître la participation parentale, et de donner plus de moyens aux districts locaux. Ces réformes étaient essentielles parce que nous avons vu des parents perdre confiance dans le système. Environ 20% des élèves se sont désinscrits des examens et dans certains districts, c'était près de 90%. Tout simplement, le système éducatif est défaillant sans la confiance des parents. Afin de restaurer la confiance, nous avons dit que nous corrigerions les erreurs de la mise en oeuvre du programme de tronc commun et du régime des tests du Département de l'Education de l'Etat. Le temps a montré que c'est la bonne décision et le Gouverneur exhorte le Département de l'Education de l'Etat à le faire correctement cette fois et est entièrement disposé à l'aider et à contrôler cet effort.

Adopter des crédits de fournitures de 200 \$ pour les professeurs

Le Gouverneur Cuomo a longtemps soutenu les initiatives visant à attirer et à garder les professeurs excellents dans les écoles de l'Etat de New York. Les professeurs travaillent dur et soutiennent leurs élèves, et l'Etat devrait encourager et soutenir ces professeurs. Afin de rendre aux professeurs qui achètent des matériels d'instruction ou d'autres fournitures pour leurs classes, le Gouverneur propose des crédits d'impôt de 10 millions de dollars pour rembourser les professeurs jusqu'à 200 \$ pour leurs achats de matériels de classe et de fournitures.

ASSURER UN ETAT DE NEW YORK PLUS PROPRE, PLUS ECOLOGIQUE

Faciliter un Etat de New York sans charbon d'ici 2020

Le charbon est l'une des sources de combustible dangereux pour l'environnement et émettant les gaz à effet de serre les plus élevés pour la production d'énergie. Alors que le charbon a couvert l'essentiel de nos besoins en énergie jusqu'aux années 1950, la nation apprécie maintenant l'accès à des ressources énergétiques plus propres, plus écologiques et plus durables pour la production d'énergie. En fait, aujourd'hui, l'Etat de New York n'a que trois centrales au charbon actives qui produisent moins de 4 pour cent de la consommation d'énergie de l'Etat et une centrale est prévue pour fermer en 2016.

Afin de réaliser l'objectif de l'Etat de réduire les émissions de dioxyde de carbone du secteur énergétique de 40 pour cent d'ici 2030, le Gouverneur aspire à fermer ou réalimenter les trois centrales au charbon avec des sources de combustible plus propre d'ici 2020. Pour atteindre cet objectif, le Gouverneur demandera au Département du service public et au Département de la protection de l'environnement (DEC) de travailler avec le New York Independent System Operator pour développer un cadre réglementaire qui assurera la fiabilité du système tout en facilitant une réalimentation en combustible plus propre ou une fermeture au plus tard en 2020.

Afin de minimiser l'impact économique sur les communautés et les travailleurs, le Gouverneur fera appel au fonds d'atténuation de l'Etat de 19 millions de dollars pour

compenser les pertes financières associées au retrait des centrales vieillissantes ou obsolètes. Le Gouverneur Cuomo s'est engagé à travailler avec les propriétaires des centrales et les communautés hôtes pour réaliser son objectif d'une manière qui préservera les emplois ou la reconversion des employés actuels pour de nouveaux emplois dans l'économie de l'énergie propre de l'Etat de New York et offrir une aide de stabilisation des revenus fiscaux aux administrations locales et districts scolaires.

Allouer 300 millions de dollars au fonds de protection de l'environnement

Le Gouverneur a annoncé que l'Etat de New York allouera 300 millions de dollars au Fonds de protection de l'environnement de l'Etat – le montant le plus élevé pour ce fonds et plus du double du niveau du fonds lorsque le Gouverneur a pris ses fonctions. Cette augmentation offrira un financement record pour les investissements environnementaux urgents, ajoutant des ressources pour l'acquisition de terres, la protection des terres agricoles, la prévention et l'éradication des espèces envahissantes, la revitalisation des rives, et un programme ambitieux de justice environnementale. Pour plus d'informations, cliquer [ici](#).

Ces propositions mettent en avant l'héritage de l'Etat de New York de chef de file au plan environnemental et capitalisent sur les réalisations passées du Gouverneur – notamment [ses efforts](#) pour réduire les émissions des gaz à effet de serre de 40 pour cent d'ici 2030 et garantir que 50 pour cent de toute l'électricité consommée dans l'Etat de New York d'ici 2030 proviendra de sources d'énergie propres et renouvelables.

RENFORCER LA SECURITE PUBLIQUE

Allouer 40 millions de dollars pour établir une présence permanente des forces de l'ordre à l'échelle de l'Etat pour lutter contre le terrorisme

Afin de répondre au besoin d'une protection accrue de ses citoyens au lendemain de menaces terroristes exacerbées, le Gouverneur a initié une recrudescence du contre-terrorisme dans la région métropolitaine de la Ville de New York en 2014 avec un renforcement de la présence de la police de l'Etat, de la police de la MTA et de la Garde nationale. L'Etat a lancé également l'application mobile See Something, Send Something en 2015 qui permet aux New Yorkais de signaler une activité suspecte.

Afin d'assurer une protection contre la menace accrue dans les carrefours de transports en commun et les infrastructures essentielles, l'Etat établira une présence permanente de la police de l'Etat dans la Ville de New York. Ces policiers de l'Etat en uniforme, spécialement formés, seront partenaires de douzaines d'enquêteurs pour renforcer la présence des forces de l'ordre dans et autour de la Ville de New York. De plus, le Gouverneur a appelé à un investissement total de 40 millions de dollars, qui permettra de développer la présence des forces de l'ordre pour protéger les infrastructures essentielles dans tout l'Etat.

Offrir une formation et de meilleurs équipements aux policiers de l'Etat

Les récents attentats terroristes ont révélé une tendance pour des frappes coordonnées avec des armes d'assaut de style militaire, ainsi que pour des extrémistes locaux

commettant des attentats isolés. Ces attentats sont plus faciles à mettre en oeuvre sur le sol américain et peuvent survenir partout dans l'Etat de New York. Cette nouvelle normalité de terrorisme exige une approche élargie des efforts de contre-terrorisme de l'Etat.

Ainsi, le Gouverneur investira 4 millions de dollars pour préparer les policiers de l'Etat de New York à répondre à cette menace émergente, à la fois dans la Ville de New York et dans l'ensemble de l'Etat. Cet investissement permettra de fournir des carabines de gros calibre, des gilets pare-balles et des casques balistiques aux policiers en uniforme en service, ainsi que la formation nécessaire pour les préparer à répondre à cette menace terroriste en constante évolution.

Consolider le Bureau de contre-terrorisme avec la Police de l'Etat

En 2015, le Gouverneur a annoncé que l'ancien Commissaire du Département de la Police de la Ville de New York, Ray Kelly, mènerait une évaluation en profondeur de la préparation de contre-terrorisme de l'Etat et des efforts de prévention. Le Commissaire Kelly a proposé une recommandation préliminaire pour que l'Etat consolide les éléments opérationnels du Bureau de contre-terrorisme de la DHSES avec le Bureau de contre-terrorisme de la Police de l'Etat de New York, ce que le Gouverneur a accepté. Ce changement accroîtra l'efficacité des fonctions de contre-terrorisme de l'Etat en consolidant toutes les ressources de renseignement et d'analyse du Centre du renseignement de l'Etat de New York, sous le commandement particulier de la Police de l'Etat de New York. L'unité renforcée surveillera toutes les menaces connues et identifiera les cibles émergentes en utilisant les dernières technologies et techniques. Cet effort continuera de soutenir les efforts fédéraux, de l'Etat, locaux, tribaux et du secteur privé pour prévenir, protéger contre, et se préparer à des actes et menaces de terrorisme.

Comblent les lacunes en matière de terrorisme

Aujourd'hui, les Etats ne peuvent pas utiliser la liste de surveillance du terrorisme du gouvernement fédéral pour déterminer qui peut avoir un permis pour détenir ou acheter une arme à feu et Washington D.C. ne peut pas convenir d'utiliser des informations du renseignement concernant les terroristes dans les vérifications d'antécédents pour les armes. Le Gouverneur appelle le gouvernement fédéral à ajouter officiellement la liste de surveillance du terrorisme des Etats-Unis (U.S. Terror Watch List) aux critères qu'il utilise pour les vérifications d'antécédents fédérales dans l'Etat de New York. Cela empêcherait des terroristes connus ou suspectés d'acheter légalement des armes à feu et de recouper la liste de surveillance du terrorisme avec une requête instantanée du système national de vérification d'antécédents criminels, comblant efficacement les lacunes en matière de terrorisme dans l'Etat et en empêchant des personnes de la liste de surveillance du terrorisme de s'armer légalement.

CONDUIRE LA NATION DANS LE PROGRES SOCIAL ET ECONOMIQUE

Allouer plus de 20 milliards de dollars au développement massif du plan de logement et d'itinérance

Malgré d'importantes réalisations dans la préservation et la construction de logements abordables au cours des cinq dernières années – avec des réalisations qui comprennent l'engagement de l'Etat le plus important jamais réalisé dans le logement abordable, au-travers de l'initiative House NY de 1 milliard de dollars et la création de l'Unité de protection des locataires, qui a permis de retourner plus de 50 000 logements à la réglementation des loyers – l'Etat de New York n'est pas à l'abri de coûts du logement en hausse dans l'Etat et doit prendre des mesures pour offrir plus de logements abordables à ceux qui en ont besoin.

Afin de relever ce défi, le Gouverneur propose d'investir 20 milliards de dollars sur cinq ans pour deux propositions historiques – un plan House NY 2020 de 10 milliards de dollars pour le logement abordable et un plan d'action pour l'itinérance de 10 milliards de dollars.

Le Gouverneur Cuomo propose de créer et préserver 100 000 logements abordables dans l'Etat au-travers de House NY 2020. Cette proposition – qui stimule les dépenses de l'Etat dans les programmes du logement de près de 5 milliards de dollars – permettra de construire et préserver des logements abordables et des logements individuels ; de rendre l'accession à la propriété abordable pour les nouveaux acheteurs ; d'accroître les investissements dans la revitalisation de nos communautés ; de promouvoir les possibilités de choix de logement pour tous les New Yorkais ; de réaménager les services de manière à mieux servir les clients notamment les New Yorkais recherchant des logements abordables ; et de soutenir directement des programmes de logements permanents pour ceux qui sont en proie à l'itinérance.

De plus, le Gouverneur Cuomo propose un engagement historique de 10,4 milliards de dollars pour lutter contre l'itinérance. Ce financement soutiendra la création de 6 000 nouveaux lits de logements supervisés, 1 000 lits d'urgence et une variété de services étendus pour les sans-abri au cours des cinq prochaines années. Sur 15 ans, l'Etat créera 20 000 nouveaux logements qui seront fondés sur les 44 000 logements supervisés existants que l'Etat finance déjà. Cet investissement marque l'engagement le plus important de l'histoire de l'Etat de New York pour traiter l'itinérance.

Le Gouverneur propose aussi des mesures considérables pour améliorer l'état des foyers pour les sans-abri et restaurer la confiance du public dans le réseau des foyers pour les sans-abri. Depuis le 1er avril 2015, les inspecteurs de l'Etat ont identifié 2 508 infractions de santé et sécurité dans des foyers au niveau de l'Etat. Dans le cadre de la proposition du Gouverneur, l'Etat sera partenaire du Contrôleur Thomas DiNapoli, pour auditer les foyers à l'échelle de l'Etat, ainsi que du Contrôleur de la Ville de New York Scott Stringer et du Contrôleur de Buffalo Mark J.F. Schroeder, pour examiner et inspecter les foyers de la Ville de New York et de Buffalo, respectivement.

Les foyers déterminés dangereux ou peu sûrs feront l'objet d'une protection immédiate de la police locale ou seront fermés. Si un foyer est déterminé insalubre ou non adapté, il fera l'objet soit d'une annulation de contrat, soit d'un remplacement de l'opérateur ou d'une fermeture parce qu'il existe de nombreuses organisations à but non lucratif qui

peuvent mettre en place une bonne gestion du foyer. Si le problème de gestion par un opérateur apparaît systémique, un administrateur sera désigné pour gérer le réseau. De plus, l'Etat exigera que tous les districts de services sociaux se conforment aux lois et réglementations de l'Etat de New York ou fassent l'objet de sanctions.

Allouer 25 millions de dollars à l'initiative de réduction de la pauvreté de l'Empire State

Ce programme de 25 millions de dollars rassemblera des administrations locales et d'Etat, des organisations à but non lucratif et des groupes d'entreprises pour concevoir et mettre en œuvre des solutions coordonnées visant à accroître la mobilité économique dans dix communautés du Nord de l'Etat de New York. Dans le cadre de ce programme, l'Etat de New York offrira 500 000 \$ de subventions de planification et de mise en œuvre à chaque communauté, avec un accès à un ensemble de subventions de 20 millions de dollars pour s'ajuster aux contributions du secteur privé et de fondations. Les villes sélectionnées pour le programme ont été choisies en fonction de la concentration de pauvreté au sein de la municipalité. Elles comprennent Syracuse, Binghamton, Oneonta, Buffalo, Utica, Elmira, Jamestown, Oswego, Troy et Albany.

Augmenter le salaire minimum

Le Gouverneur Cuomo a proposé de faire de l'Etat de New York le premier Etat de la nation à adopter un salaire minimum de 15 \$ pour tous les travailleurs. L'augmentation du salaire minimum à 15 dollars de l'heure pour tous les secteurs bénéficiera directement aux 2,3 millions de travailleurs de l'Etat de New York, soit près d'un quart de la population active totale.

Auparavant, suite aux efforts du Gouverneur, l'Etat de New York avait commencé à s'orienter vers un salaire minimum de 15 \$ pour les employés de la restauration rapide, les travailleurs du secteur public, et les employés de SUNY – soit un total d'environ un quart de million de travailleurs dans l'Etat de New York. Pour plus d'informations, cliquer [ici](#).

Offrir des congés payés familiaux aux travailleurs de l'Etat de New York

La loi fédérale actuelle offre seulement des congés payés familiaux sans solde, et crée un dilemme pour ceux qui sont pris entre le besoin de veiller auprès d'un proche malade ou d'un nouveau-né et le besoin pressant de retourner travailler et de gagner de l'argent. De plus, les congés payés familiaux ne couvrent qu'environ 60 pour cent de l'ensemble des travailleurs.

Afin d'aider les travailleurs à s'occuper de leurs familles tout en protégeant leurs gains et leur sécurité d'emploi, le Gouverneur propose un nouveau programme de congés payés familiaux pour les travailleurs de l'Etat de New York. Le programme de congés payés familiaux de l'Etat de New York offrira douze semaines de congés financés par l'employé, d'emploi protégé qui seront utilisées pour tisser des liens avec un nouvel enfant ou veiller sur un proche malade.

Les congés payés familiaux à l'échelle de l'Etat bénéficieront en particulier aux travailleurs aux faibles revenus qui n'ont souvent pas d'avantages ni de sécurité de l'emploi, et à ceux dont l'accès à des congés, même sans solde, n'est souvent pas possible ou trop onéreux. Les congés payés familiaux ont aussi le potentiel de servir d'excellent facteur d'égalisation pour les femmes. C'est ainsi parce que, dans de nombreux cas, les femmes qui quittent leur travail pour s'occuper de leur nouveau-né ne renoncent pas seulement à leur salaire, sur le court terme, mais subissent aussi un amoindrissement de leurs gains et parcours professionnels futurs sur le long terme. Etablir des congés payés familiaux marque une étape décisive dans la poursuite de l'égalité et de la dignité sur le lieu de travail et à la maison.

Accroître les opportunités pour les MWBE

En 2014, le Gouverneur Cuomo a mis en place un objectif de 30 pour cent pour le recours à des entreprises gérées par des femmes ou des personnes issues des minorités pour les contrats de l'État, l'objectif le plus élevé du pays. Toutefois, dans le cadre de la loi d'État, cet objectif ne s'applique qu'aux contrats accordés par les agences ou les autorités de l'État ; il ne s'applique pas aux financements d'État accordés aux localités comme les villes, comtés, villages et districts scolaires, qui s'élèvent à environ 65 milliards de dollars par an. Cette année, le Gouverneur proposera une mesure législative répondant à ce dysfonctionnement en élargissant le contexte de l'objectif des entreprises gérées par des femmes ou des personnes issues des minorités aux localités et entités qui sous-traitent avec ces localités. Ceci permettra d'attirer le financement d'État le plus important de l'histoire pour lutter contre la discrimination systémique et créer de nouvelles opportunités de participation pour les entreprises gérées par des femmes ou des personnes issues des minorités.

Continuer de conduire en matière de justice pénale et de réinsertion

Le Gouverneur a proposé une initiative complète Right Priorities pour poursuivre l'héritage de l'Etat de New York de chef de file en matière de réforme de justice pénale et de réinsertion. Avec l'investissement susmentionné de 100 millions de dollars dans les écoles communautaires, la proposition du Gouverneur appelle à (a) un investissement de 55 millions de dollars dans le programme des emplois pour la jeunesse urbaine Urban Youth Jobs et la formation professionnelle, (b) le développement et la modernisation de l'utilisation d'alternatives à l'incarcération, (c) la réduction du comportement criminel par des programmes éducatifs dans les prisons, (d) l'amélioration du recours à de soutiens de transition durant les six premiers mois après la libération d'une personne, (e) la réintroduction d'une législation pour augmenter l'âge de la responsabilité pénale, et (f) la restriction de l'accès aux dossiers criminels pour les personnes graciées. Pour plus d'informations sur cette initiative, cliquer [ici](#).

Etablir le Bureau d'un conseiller spécial indépendant

En 2015, le Gouverneur a signé le décret 147 qui a nommé le Procureur Général comme Procureur spécial sur les sujets liés aux décès de civils non armés causés par des membres des forces de l'ordre. Ce décret était une importante mesure pour rétablir la confiance du public dans l'existence d'un examen objectif et transparent de ces événements tragiques. Cependant, il s'agit d'une solution temporaire et il reste encore

beaucoup à faire.

Le Gouverneur proposera la création d'un Bureau d'un conseiller spécial indépendant. Ce Bureau sera indépendant de toute relation avec les forces de l'ordre, évitant ainsi toute apparence de favoritisme ou de partialité. Avec un Conseiller spécial indépendant, ces événements tragiques continueront de recevoir l'examen équitable et impartial qu'ils méritent, tout en accroissant la compréhension du public et la foi dans la procédure.

Protéger les victimes de crimes immigrants au-travers de l'accès accru aux Visas U

Les personnes sans papier présentent un risque plus élevé d'exploitation au travail et rechignent souvent à signaler des infractions ou à coopérer avec les forces de l'ordre par crainte d'être expulsées. Actuellement, il y a environ 900 000 personnes sans papier qui vivent dans l'Etat de New York, notamment 522 000 travailleurs sans papier. Les lois de l'Etat de New York protègent tous les travailleurs, indépendamment de leur statut d'immigration, contre la discrimination sur le lieu de travail, le vol de salaires, les erreurs de classement, les représailles, le trafic d'êtres humains, et d'autres infractions au code du travail.

En 2002, le Congrès a créé le visa U des non immigrants (Visa U) pour protéger les travailleurs qui aident à la détection, l'enquête ou la poursuite d'un crime en leur offrant un statut légal temporaire. Le Visa U est un important outil pour protéger les victimes de crimes immigrants et renforcer la capacité des agences des forces de l'ordre à enquêter et poursuivre les crimes. Les détenteurs de Visa U sont éligibles à un statut légal pour quatre ans maximum et peuvent recevoir automatiquement une autorisation de travail. Ces détenteurs sont aussi éligibles pour adapter leur statut à celui de résident permanent légal après trois ans. De plus, les membres immédiats d'une famille éligible peuvent recevoir des visas dérivés.

Le Gouverneur Cuomo reconnaît que le Visa U est un outil particulièrement puissant pour les agences chargées de faire appliquer la loi qui protège les New Yorkais sans papier vulnérables. Au printemps de 2011, il a demandé au Département du travail de l'Etat de New York de certifier des visas U dans les enquêtes de l'agence pour les demandeurs et les témoins qui répondaient à certains critères et démontraient qu'ils avaient été victimes de crimes qualifiés. Pour permettre de détecter et poursuivre les crimes, le Gouverneur demandera à la Police de l'Etat de New York et la Division des droits de l'homme d'établir des protocoles officiels et de commencer à recevoir et traiter les certifications de Visa U pour les demandeurs, les victimes et les témoins. De plus, le Gouverneur demandera au Bureau des services à l'enfance et aux familles, au-travers de la supervision des départements locaux de services sociaux, de conseiller les districts sur leur responsabilité, en tant qu'entités enquêtrices, de certifier les Visas U, comme prévu par la loi.

PROTEGER LA SANTE PUBLIQUE

Certifier les produits alimentaires de l'Etat de New York

Les industries dynamiques de l'agriculture et de l'agro-alimentaire de l'Etat de New York positionnent l'Etat pour être un exemple national en fournissant aux consommateurs des informations transparentes et importantes sur les aliments qu'ils achètent et mangent. En 2015, le Gouverneur a créé un Comité consultatif sur les aliments sains et sûrs réunissant les principaux experts de la nation en matière de production alimentaire et défense alimentaire pour examiner la sécurité alimentaire et les questions de faux étiquetage et identifier des manières pour les consommateurs de déterminer quels sont les meilleurs produits alimentaires disponibles de l'Etat de New York.

Le Gouverneur s'appuiera sur ces travaux pour lancer l'initiative de qualité certifiée de l'Etat de New York (New York State Certified High Quality) – un plan complet pour restaurer la confiance des consommateurs dans les produits de l'Etat de New York, assurer que les produits sont étiquetés de manière précise, et identifier les producteurs de l'Etat de New York qui adhèrent aux meilleures pratiques du traitement alimentaire et de l'intendance environnementale.

L'initiative New York State Certified High Quality comprend cinq volets :

1. Marque & Marketing : Un sceau certifié de l'Etat de New York sera mis à la disposition des producteurs certifiés qui maintiennent un plan des bonnes pratiques agricoles et démontrent une bonne intendance environnementale. Capitalisant sur la réussite du programme Taste NY, l'Etat de New York lancera une campagne de publicité à grande échelle pour informer les consommateurs qu'ils peuvent faire confiance aux aliments qui portent ce sceau.
2. Application de la loi : L'Etat accroîtra sa capacité à faire appliquer les lois contre le faux étiquetage et les pratiques trompeuses. Cela protégera non seulement les consommateurs, mais aussi l'intégrité de la grande majorité des honnêtes producteurs.
3. Contrôle : Les inspecteurs du Département de l'Agriculture et des Marchés effectueront des inspections améliorées, basées sur le risque, sur site, de la sécurité alimentaire et accroîtront le nombre des échantillons alimentaires à tester. De plus, le laboratoire Wadsworth Center Lab du Département de la santé et le laboratoire State Food Lab renforceront leur partenariat pour contrôler et protéger la santé des New Yorkais, au-travers d'une collaboration accrue des laboratoires, et un renforcement des tests de produits alimentaires en vente dans l'Etat de New York.
4. Formation & soutien industriel : L'Etat investira plus de 4 millions de dollars pour former les fermiers aux pratiques de manutention alimentaire sûres et à l'intendance environnementale au-travers du programme de gestion environnementale agricole (Agricultural Environmental Management) et du programme de lutte antiparasitaire intégrée (Integrated Pest Management). L'Etat tirera parti également des initiatives Taste NY et de la ferme à l'école

Farm-to-School pour promouvoir l'intérêt du consommateur pour les produits locaux, certifiés de l'Etat de New York.

5. Investissement : L'Etat travaillera avec les conseils régionaux de développement économique pour investir dans des pôles de distribution alimentaire locaux qui amélioreront l'accès des résidents aux produits locaux et sains et feront la promotion des produits locaux auprès des restaurants et acheteurs institutionnels. L'Etat de New York investira également dans les fermes qui ont choisi de se convertir à la production de céréales biologiques.

Accroître la sensibilisation et le dépistage des cancers du sein et de la prostate

Le Gouverneur Cuomo lancera un plan complet de 91 millions de dollars à l'échelle de l'Etat pour accroître les taux de dépistage du cancer du sein, aider les femmes à accéder au traitement dont elles ont besoin, et informer des milliers d'hommes sur les risques associés au cancer de la prostate. L'Etat accroîtra l'accès des femmes aux établissements et services de dépistage dans l'ensemble de l'Etat, et s'attachera à assurer que les femmes reçoivent l'aide nécessaire pour planifier et aller à leurs rendez-vous de mammographie. De plus, des efforts de sensibilisation par les pairs seront renforcés pour aider plus de femmes à comprendre l'importance des dépistages réguliers du cancer du sein et informer les hommes des risques concernant le cancer de la prostate.

Le cancer du sein représente le cancer le plus courant chez les femmes dans l'Etat de New York. Il représente également la deuxième cause de décès lié au cancer chez les femmes de l'Etat de New York – responsable de près de 15 000 diagnostics et 2 700 décès chaque année.

La priorité principale dans la lutte contre le cancer du sein est d'effectuer une détection précoce en développant le dépistage chez les femmes, parce que ce dernier peut réduire la mortalité et augmenter la probabilité d'identifier un cancer à un stade précoce, où le traitement donnera les meilleures chances de réussite. En 2014, environ 78,6 pour cent des femmes d'âge approprié dans l'Etat de New York ont rapporté effectuer une mammographie au moins tous les deux ans, alors qu'environ 576 000 femmes n'en avaient pas fait.

Le Gouverneur s'est engagé à accroître le taux de dépistage du cancer du sein de l'Etat de 10 pour cent au cours des cinq prochaines années. Suite à l'initiative du Gouverneur, plus de 212 000 femmes supplémentaires seront dépistées pour le cancer du sein d'ici décembre 2020.

En excluant le cancer de la peau, le cancer de la prostate représente le cancer le plus courant chez les hommes dans l'Etat de New York – chaque année, plus de 15 000 hommes sont diagnostiqués avec le cancer de la prostate et plus de 1 700 hommes meurent de cette maladie. Suite à l'initiative du Gouverneur, 25 000 hommes recevront des informations par les pairs et des services de sensibilisation qui les encourageront à aborder leurs risques de cancer de la prostate avec leurs prestataires de santé afin de prendre une décision informée pour effectuer un dépistage.

Lancer une campagne de sensibilisation et d'information publique-privée pour le cancer de 15 millions de dollars

Afin d'encourager plus de femmes à se faire dépister pour le cancer du sein et les hommes à s'informer sur les risques du cancer de la prostate, l'Etat mettra en œuvre une [campagne de sensibilisation publique](#) à deux volets qui ciblera les communautés sous-desservies.

L'Etat sera partenaire du projet d'éducation sanitaire (Healthcare Education Project) pour accroître la sensibilisation sur le cancer du sein au-travers d'une campagne médias qui ciblera les populations aux faibles revenus, sous-desservies et les encouragera à se faire dépister. La campagne abordera les barrières des patientes couramment citées, notamment la peur de l'examen, et les femmes ne sachant pas qu'elles doivent se faire dépister. En liaison avec cette campagne, le Département de la santé créera un site web comprenant une ligne d'assistance pour le cancer du sein et d'autres moyens de relier les femmes aux programmes de l'initiative sur le cancer du sein du Gouverneur. L'Etat complètera ces efforts avec une campagne médias de 5 millions de dollars d'information et de sensibilisation publique au niveau de l'Etat au cours des cinq prochaines années.

De plus, afin d'encourager plus de femmes à effectuer des mammographies, et les hommes à discuter des risques du cancer de la prostate avec leurs prestataires de santé, l'Etat financera dix programmes communautaires d'information par les pairs dans l'ensemble de l'Etat.

Accroître l'accès au dépistage du cancer du sein

Afin d'accroître l'accès des femmes aux services de mammographie, le Département de la santé exigera des services de dépistage dans les hôpitaux qui offrent déjà des mammographies d'élargir les heures de service au moins une fois par semaine tôt le matin, le soir ou le week-end. Cette mesure aidera les femmes qui ont des difficultés à planifier leurs mammographies les journées de travail de 9h à 17h.

Afin d'offrir un accès aux services de mammographie aux femmes qui peuvent avoir des difficultés à se rendre dans un endroit fixe pour un rendez-vous, l'Etat investira 59,5 millions de dollars pour aider les prestataires communautaires à acheter et opérer des véhicules de mammographie mobiles. Les services de mammographie mobiles cibleront les régions avec un nombre élevé de femmes non dépistées par établissement de mammographie approuvé par la FDA, et offriront des services de dépistage pratiques, de grande qualité.

De nombreuses femmes prennent un rendez-vous de mammographie et ne s'y rendent pas ou se font dépister mais n'effectuent pas de suivi pour une consultation ou un traitement. Afin de remédier à ces problèmes et offrir des soins coordonnés aux femmes de l'Etat de New York, l'Etat investira 11,6 millions de dollars pour recruter des travailleurs de la santé supplémentaires dans les établissements de traitement du cancer et d'autres établissements de soins de santé, pour identifier et sensibiliser les

patientes qui doivent se faire dépister pour le cancer du sein, aborder les barrières pour faciliter la réalisation du dépistage telles que le transport, et aider à obtenir un suivi de diagnostic ultérieur et les services de traitement nécessaires.

Soutenir la recherche sur le cancer

Développer des technologies numériques viables de dépistage du cancer et de santé peut être onéreux. Les coûts élevés de la commercialisation des traitements du cancer représentent également un défi pour les entreprises. Afin d'aider à surmonter ces obstacles, l'Etat investira 5 millions de dollars du fonds de capital-risque de l'innovation de l'Etat de New York (New York State Innovation Venture Capital Fund) pour soutenir la commercialisation de technologies prometteuses liées au cancer. Ce financement pourrait soutenir les produits qui permettent d'augmenter le nombre de femmes dépistées pour le cancer du sein, en plus des innovations qui améliorent le diagnostic ou le traitement du cancer du sein et de la prostate.

Jusqu'à dix sociétés recevront les investissements de l'Etat de 500 000 \$ à 1 million de dollars pour soutenir la recherche qui est entrée dans les premiers stades du processus de commercialisation. Afin de soutenir New York Ventures pour identifier et évaluer les opportunités d'investissement, l'Etat créera un conseil consultatif composé des meilleurs oncologues, chercheurs et investisseurs des biosciences. Cette initiative d'investissement accroîtra les opportunités pour que plus d'entreprises commercialisent leurs innovations dans la recherche sur le cancer.

SE MOBILISER POUR UNE REFORME DE L'INTEGRITE PUBLIQUE, DE L'ETHIQUE ET DU GOUVERNEMENT

Comblent la lacune LLC et accroître la divulgation lors des campagnes

Afin de préserver des élections ouvertes, libres et justes, le Gouverneur Cuomo propose de combler la lacune LLC, qui permet aux personnes et sociétés nanties d'utiliser des sociétés à responsabilité limitée (Limited Liability Companies) (LLC) pour éviter des limitations de dons lors des campagnes de l'Etat de New York. De plus, pour offrir une plus grande transparence dans les contributions de campagne, le Gouverneur propose que les candidats dévoilent les contributions de campagne au Conseil des élections tous les 60 jours, au lieu de l'exigence actuelle de deux fois par an.

Limiter les revenus extérieurs des législateurs

La structure à temps partiel de la Législature permet à des professionnels de diverses industries et parcours variés de servir le public. Cela offre l'avantage distinct d'avoir des législateurs qui ne sont pas des politiciens de carrière mais qui, plutôt, possèdent une diversité d'intérêts et d'expériences. Pour trouver un juste équilibre, le Gouverneur propose que l'Etat de New York adopte des limites de revenus extérieurs pour les législateurs analogues aux limites que notre gouvernement fédéral impose aux revenus extérieurs des législateurs. La proposition limitera les revenus extérieurs des législateurs à 15 pour cent de leur salaire de base.

Adopter un système volontaire de financement des campagnes publiques

Les lois électorales actuelles favorisent les donateurs aisés et les intérêts spéciaux. Tout simplement, il n'existe pas d'incitation pour que les candidats s'appuient sur les gens ordinaires pour les dons politiques. Aux élections de 2006, par exemple, les candidats de l'Etat de New York ont dépendu moins des petits donateurs (1 \$ à 250 \$) que trois autres Etats au niveau national. La seule manière de remédier à ce problème et de faire entendre la voix de tous les New Yorkais est d'adopter un système de financement public volontaire pour les campagnes politiques qui sera axé sur les fonds complémentaires des petits donateurs. Pour réaliser cet objectif, le Gouverneur propose un système de financement des campagnes publiques volontaire.

Adopter d'autres réformes du financement des campagnes

A la différence de la loi fédérale, l'Etat de New York autorise des contributions illimitées à des comptes de tenue de parti par des personnes et sociétés. Ces comptes sont supposés être utilisés pour les activités de parti extérieures aux campagnes, mais servent de porte de service aux gros capitaux pour influencer les débats politiques. Notre système actuel permet aussi à des intermédiaires de contributeurs de campagne, connus sous le nom de fédérateurs (bundlers), de faire passer de gros regroupements de contributions de personnes dans les campagnes et de gagner une influence politique sans divulguer leurs identités. Le Gouverneur propose de remédier à ces problèmes en imposant une limite de contribution de 25 000 \$ sur les comptes de tenue et d'exiger que l'identité des fédérateurs soit divulguée.

Promouvoir la transparence au-travers de nouvelles réformes de la loi FOIL

La loi sur la liberté de l'information de l'Etat de New York (New York Freedom of Information Law) (FOIL) régit le droit du public d'avoir accès aux dossiers du gouvernement et offre une transparence pour les citoyens du fonctionnement du gouvernement d'Etat. Le Gouverneur propose une réforme complète de la loi FOIL, afin d'améliorer la transparence et promouvoir l'ouverture dans le gouvernement d'Etat. Mais la transparence ne peut être limitée à l'Exécutif, et le Gouverneur propose par conséquent que la loi FOIL s'applique de façon égale à la Législature. De plus, le Gouverneur propose que la loi FOIL s'applique à la fois à JCOPE et à la Commission sur l'éthique législative pour assurer une plus grande transparence et responsabilité et renforcer la confiance du public dans notre gouvernement.

Exiger que les législateurs condamnés pour corruption renoncent aux pensions

Les serviteurs publics qui sont condamnés pour corruption ne devraient pas continuer de toucher une pension gagnée durant leur service public. Les législateurs qui contreviennent à leur obligation envers la population de l'Etat de New York ne devraient pas continuer d'être payés par la population de l'Etat de New York d'aucune manière. Le Gouverneur propose l'adoption d'une résolution commune qui exigera le renoncement à pension après qu'un législateur est condamné pour un crime lié à ses fonctions publiques, indépendamment du moment où ce législateur a été élu.

Accroître la transparence et les pouvoirs de répression de JCOPE, et renforcer les exigences éthiques pour les lobbyistes

La Commission d'examen JCOPE a émis un rapport en 2015 qui détaillait les nombreux

changements permettant à JCOPE de mieux accomplir sa mission. En réponse, le Gouverneur propose un ensemble de changements plus que nécessaires de JCOPE pour accroître la transparence et renforcer ses pouvoirs de répression. Tous les agents de la fonction publique doivent déposer des déclarations de divulgation financière, mais les bons groupes gouvernementaux et le public ont appelé au renforcement de ces exigences de divulgation.

Le Gouverneur Cuomo propose par conséquent une législation qui autoriserait le personnel de JCOPE à rechercher des documents en soutien aux déclarations effectuées sur FDS, accroîtrait les pouvoirs de répression contre les représentants publics qui ne se conforment pas aux audits de JCOPE, et créerait un contrôle du Procureur de District sur ceux qui soumettent volontairement des informations financières trompeuses sur FDS. Cette législation éliminerait également les catégories de valeur sur FDS pour exiger que les représentants publics déclarent les montants réels. Enfin, cette législation imposerait des sanctions financières pour toutes les infractions au Code de conduite des représentants publics contenu dans la Section 74 de la loi sur les représentants publics (Public Officers Law), et créerait une responsabilité accessoire pour permettre à JCOPE de poursuivre complètement les personnes qui aident et se rendent complices de violations de la loi sur les représentants publics.

Réunir une Commission constitutionnelle

La Constitution de l'Etat de New York prévoit, que, tous les 20 ans, les New Yorkais doivent voter par référendum pour savoir s'ils doivent organiser un congrès pour amender la constitution de l'Etat. Le prochain référendum aura lieu en 2017, et le Gouverneur Cuomo pense qu'un congrès constitutionnel offrira aux électeurs l'occasion de réaliser une réforme durable à Albany. Le Gouverneur investira 1 million de dollars pour créer une commission d'experts, non partisane, afin de développer un plan d'action pour un congrès. La commission sera autorisée à recommander des améliorations au processus actuel de sélection des délégués du congrès, sur lequel les experts sont d'accord qu'il comporte des défaillances.

Elections précoces dans 139 sites

L'Etat de New York a 19,8 millions de résidents, mais seulement 11,7 millions de New Yorkais sont inscrits sur les listes électorales. Au cours de l'année des dernières élections non présidentielles, seulement 29 pour cent des électeurs inscrits ont participé – moins qu'un sur trois. Aux dernières élections présidentielles, seulement 53,6 pour cent des électeurs inscrits ont participé.

Actuellement, les New Yorkais peuvent voter précocement via des bulletins de vote d'électeurs absents, mais seulement s'ils répondent à certains critères, tels qu'être absents de son comté le jour des élections, ou être incapables de se rendre dans un bureau de vote en raison d'un handicap. Pour de nombreux New Yorkais qui travaillent, cela peut être difficile de se rendre dans un bureau de vote le jour des élections.

Afin d'accroître la participation des électeurs, le Gouverneur Cuomo propose une

législation qui permettra aux New Yorkais de voter précocement à toutes les élections. Cette législation exigera que chaque comté offre aux résidents un accès à au moins un bureau de vote précoce qui permettra aux résidents de voter pendant 12 jours avant le jour des élections. Les électeurs auront au moins huit heures les jours de semaine et cinq heures le week-end pour voter précocement. Les comtés doivent avoir un bureau de vote précoce pour 50 000 habitants et les conseils des élections de comté bipartites détermineront l'endroit spécifique des bureaux de vote précoce, en fonction des normes de praticité et d'accessibilité. Le vote précoce accroîtra la participation et rendra nos élections plus inclusives et démocratiques.

Inscription automatique sur les listes électorales

Le Gouverneur Cuomo s'est engagé à moderniser le système d'inscription sur les listes électorales. Cette année, le Gouverneur fera de l'Etat de New York le troisième Etat de la nation à adopter l'inscription automatique sur les listes électorales au Département des Véhicules à Moteur. Les citoyens peuvent déjà s'inscrire pour voter au DMV, mais le processus actuel est inutilement onéreux, nécessitant qu'un électeur potentiel inclue des informations de vote supplémentaires dans sa demande pour un service du DMV. Dans le cadre du nouveau système, sauf si un utilisateur du DMV ne le souhaite pas, les informations utilisées dans les demandes du DMV seront automatiquement envoyées aux conseils des élections de comté aux fins d'inscription du demandeur ou de mise à jour des informations d'inscription. Les New Yorkais qui ne souhaitent pas s'inscrire pour voter peuvent simplement cocher la case Ne souhaite pas (opt out). Ce changement permettra de maintenir la précision des listes électorales et de faciliter la participation des New Yorkais aux élections.

Embrasser la transparence et un bon gouvernement

Le Gouverneur Cuomo propose la législation qui permettra aux contribuables concernés de l'ensemble de l'Etat d'accéder à plus d'informations concernant où et comment l'argent va de l'Etat aux citoyens privés. Le Bureau du Contrôleur de l'Etat et le Procureur Général ont déjà divers pouvoirs pour entreprendre des audits et des enquêtes concernant l'utilisation des fonds de l'Etat. Cependant, selon la pratique actuelle, ces deux bureaux ne se coordonnent pas lorsqu'ils audient des contrats de passation de marché de l'Etat avec des entreprises privées. La proposition de loi du Gouverneur exigerait que le Procureur Général, le Bureau du Contrôleur de l'Etat, le Bureau des services informatiques, et le Bureau des services généraux réalisent une étude et effectuent des recommandations concernant les initiatives qui permettraient au public de mieux suivre les contrats d'Etat.

Réformer les lois sur le lobbying

Nos lois sur le lobbying doivent être renforcées pour combler les lacunes existantes et améliorer l'application de la loi. Cette proposition de loi exigera que les consultants politiques qui conseillent les élus locaux ou les représentants de l'Etat s'inscrivent comme lobbyistes, et abrogera la disposition d'exception pour les activités de commissionnement commercial de la définition de lobbying. De plus, le Gouverneur propose une législation qui imposera une amende de 10 000 \$ sur un lobbyiste qui ne se conforme pas à un audit de JCOPE, imposera des sanctions financières pour des

ententes de paiement d'honoraires déjà illicites pour les lobbyistes, et exigera une déclaration électronique obligatoire pour que tous les lobbyistes puissent être aussi soumis à des accusations de fraude électronique pour fausses déclarations.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418